



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/50/12
24 octobre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 116 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997

Conditions d'emploi et rémunération des personnes, autres que des fonctionnaires du Secrétariat, qui sont au service de l'Assemblée générale : membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale et Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Rapport du Secrétaire général

INTRODUCTION

1. Au paragraphe 3 de sa résolution 45/249 du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a décidé que la rémunération et les autres conditions d'emploi des membres à temps complet de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) seraient examinées à sa cinquantième session. Le présent rapport fait suite à cette décision.

2. Pour faciliter l'examen des diverses questions concernant la rémunération et les conditions d'emploi des intéressés, le présent rapport a été divisé en cinq sections, à savoir : rémunération, autres conditions d'emploi, avantages liés à la retraite, incidences financières et prochain examen d'ensemble.

I. RÉMUNÉRATION

3. Depuis 1980, l'examen de la rémunération et des autres conditions d'emploi du Président du CCQAB et des Président et Vice-Président de la CFPI a lieu tous les cinq ans. Le dernier examen en date remonte à 1990¹.

4. À l'occasion de l'examen de 1990, l'Assemblée générale a réaffirmé le principe selon lequel les conditions d'emploi des trois intéressés doivent être différentes et distinctes de celles des fonctionnaires du Secrétariat².

L'Assemblée générale a décidé que, avec effet au 1er janvier 1991, la rémunération annuelle nette de ces personnes serait de 112 875 dollars, plus une indemnité spéciale de 8 000 dollars pour le Président du Comité consultatif et le Président de la Commission.

5. Avec effet au 1er janvier 1982, par suite de l'adoption de la résolution 35/221 par l'Assemblée générale le 20 décembre 1980, la rémunération annuelle nette des trois intéressés est majorée chaque année, en janvier, d'un montant équivalant à 90 % du mouvement de l'indice des prix à la consommation (IPC) à New York (arrondi au chiffre entier le plus proche) depuis la date de l'ajustement précédent, à condition que l'IPC ait augmenté d'au moins 5 %³. L'indemnité supplémentaire spéciale ne fait pas l'objet d'un ajustement annuel. Le mouvement de l'IPC pris en compte est celui de la période allant de novembre à novembre. La rémunération annuelle nette a été augmentée de 7 % (soit 90 %, arrondi au nombre entier le plus proche de la hausse de l'IPC, qui a été de 7,6 % entre novembre 1990 et novembre 1992) pour s'établir à 120 776 dollars, avec effet au 1er janvier 1993. Aucun autre ajustement n'a eu lieu depuis, étant donné qu'entre novembre 1992 et novembre 1994, l'IPC a augmenté de 4,7 %, ce qui est inférieur au seuil requis.

6. Le Secrétaire général recommande que la rémunération annuelle nette reste au niveau fixé par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/249, avec des ajustements intermédiaires calculés conformément à la méthode susmentionnée. Entre novembre 1992 et août 1995, l'IPC a augmenté de 7 %. On prévoit qu'en novembre 1995, il sera supérieur d'environ 7,1 % à son niveau de novembre 1992. En conséquence, la rémunération des trois intéressés augmenterait de 6 % (taux arrondi), pour passer à 128 023 dollars⁴. L'indemnité spéciale du Président du CCQAB et du Président de la CFPI devrait rester inchangée. Comme à l'accoutumée, les chiffres correspondants concernant les rémunérations des hauts fonctionnaires du Secrétariat sont présentés pour la période 1983-1995, en annexe au présent rapport.

II. AUTRES CONDITIONS D'EMPLOI

7. Les autres conditions d'emploi du Président du CCQAB et des Président et Vice-Président de la CFPI pour la période 1948-1990 ont été présentées dans le rapport du Secrétaire général de 1990⁵. Dans sa résolution 45/249, l'Assemblée générale a approuvé les nouvelles dispositions visant le paiement de l'indemnité d'installation à ces personnes⁶, et l'indemnisation de leurs ayants droit en cas de décès en exercice⁷. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a approuvé la proposition d'augmenter l'indemnité pour frais d'études conformément aux dispositions de sa résolution 43/226 du 21 décembre 1988, jusqu'à concurrence du même plafond, ainsi que l'application des dispositions visant les enfants handicapés; une indemnité restait par ailleurs applicable aux frais de voyage connexes, une fois par an, depuis le lieu de l'établissement d'enseignement, à condition qu'il soit situé dans un pays autre que celui du lieu d'affectation. De surcroît, toute augmentation de l'indemnité pour frais d'études ou modification des dispositions visant les enfants handicapés, décidée par l'Assemblée générale, est devenue applicable aux trois intéressés⁸. L'Assemblée générale a décidé que les autres conditions d'emploi de ces personnes, à l'exception du niveau de la rémunération considérée aux fins de la pension (voir section III ci-dessous), resteraient inchangées.

/...

8. La CFPI a examiné l'indemnité pour frais d'études en 1990, 1992 et 1994. Dans la section X de sa résolution 45/241 du 21 décembre 1990, la section IV de sa résolution 47/216 du 4 décembre 1992 et la section V de sa résolution 49/223 du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a approuvé les modifications du montant maximal remboursable au titre de l'indemnité pour frais d'études, dans les diverses zones monétaires. Son prochain examen de l'indemnité aura lieu en 1996.

9. Aucune modification n'est actuellement proposée en ce qui concerne le mode d'application de ces autres conditions d'emploi visant le Président du CCQAB et les Président et Vice-Président de la CFPI.

III. AVANTAGES LIÉS À LA RETRAITE

10. La situation concernant les avantages liés à la retraite des trois intéressés durant la période 1978-1990 a été présentée par le Secrétaire général dans son rapport de 1990⁹. Ils sont devenus participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, en application de l'article supplémentaire B des statuts de la Caisse, avec effet au 1er janvier 1983. Leur rémunération considérée aux fins de la pension a été fixée à 120 000 dollars par an et elle devait faire l'objet d'ajustements qui seraient opérés aux mêmes dates et selon le même pourcentage que les ajustements applicables à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en vertu de l'article 54 des statuts de la Caisse des pensions.

11. Conformément aux dispositions de la section III de la résolution 39/246 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1984, supprimant le lien direct entre la rémunération considérée aux fins de la pension et de traitement brut, la rémunération considérée aux fins de la pension des trois intéressés est restée inchangée entre 1983 et la fin de 1990.

12. À l'occasion de l'examen de 1990, le Secrétaire général a estimé que le montant de la rémunération considérée aux fins de la pension des trois intéressés devait rester inchangé. La rémunération considérée aux fins de la pension s'élevait alors à 130 560 dollars pour un secrétaire général adjoint et à 120 800 dollars pour un sous-Secrétaire général¹⁰. Le CCQAB, notant que l'IPC avait augmenté de 44,8 % entre le 1er janvier 1983 et le 1er octobre 1990, et qu'un ajustement sur la base de ce coefficient porterait à 173 760 dollars la rémunération des intéressés considérée aux fins de la pension, a estimé qu'il ne serait pas excessif de porter le montant de cette rémunération à 140 000 dollars pour le Président de la CFPI et celui du CCQAB, et à 130 000 dollars pour le Vice-Président de la CFPI. Par sa résolution 45/242 du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale a approuvé cette recommandation, avec effet au 1er janvier 1991.

13. La rémunération considérée aux fins de la pension reste au niveau fixé par l'Assemblée générale en 1990, à savoir 140 000 dollars par an pour le Président du CCQAB et pour le Président de la CFPI, et 130 000 dollars par an pour le Vice-Président de la CFPI. Il est utile de rappeler deux observations formulées par le CCQAB dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session :

"La considération primordiale est de veiller à ce que les membres à temps complet [de la CFPI] soient visiblement indépendants des fonctionnaires de l'échelon le plus élevé des secrétariats. À cette fin, ils devraient bénéficier de conditions d'emploi distinctes de celles qui sont appliquées dans lesdits secrétariats.

La rémunération des membres à temps complet devrait être fixée par l'Assemblée générale indépendamment du régime commun, de façon qu'ils ne soient pas personnellement concernés par les recommandations qu'ils seraient appelés à formuler dans l'exercice de leurs fonctions¹¹."

14. Dans le rapport présenté à la trente-huitième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a fait les observations suivantes, qui s'inscrivent dans la même optique :

"Après un examen approfondi des faits nouveaux survenus au cours des années, il apparaît à l'évidence que les principes de base énoncés par le passé devraient demeurer valables : l'Assemblée générale devrait continuer à fixer la rémunération et les autres conditions d'emploi des personnes qui, sans être fonctionnaires, travaillent à temps complet pour les Nations Unies et il ne convient pas d'établir un lien direct et automatique entre leur rémunération et le barème des traitements des fonctionnaires des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Il convient néanmoins de rappeler les vues exprimées par le Secrétaire général dans l'étude complète de 1976 sur les critères à appliquer pour déterminer les émoluments des membres de la Cour [internationale de Justice], à savoir que 'le système des Nations Unies constitue, en un sens, une structure dans le cadre de laquelle les rapports entre les postes de l'échelon le plus élevé sont probablement plus importants que les comparaisons qu'on peut établir avec des postes extérieures à l'Organisation'. C'est pourquoi on a pris depuis longtemps l'habitude de considérer le montant de la rémunération des hauts fonctionnaires du Secrétariat pour déterminer la rémunération appropriée des membres des organes ou organes subsidiaires des Nations Unies qui sont désignés par les Nations Unies pour exercer à temps complet des fonctions à titre individuel¹²."

15. Compte tenu du fait que l'IPC a augmenté de 13,8 % entre le 1er janvier 1991 et le 1er août 1995, un ajustement sur la base de ce pourcentage, conformément à la méthode approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/249, ferait passer la rémunération brute considérée aux fins de la pension de 140 000 dollars à 159 000 dollars pour le Président du CCQAB et pour le Président de la CFPI, et de 130 000 dollars à 148 000 dollars pour le Vice-Président de la CFPI.

16. Néanmoins, au paragraphe 3 de la section III de sa résolution 46/192 du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a fait sienne la recommandation de la CFPI selon laquelle, pour les fonctionnaires hors cadre, nommés ou élus, qui adhèrent à la Caisse, la rémunération considérée aux fins de la pension devrait être déterminée conformément à la méthode établie par la Commission¹³. Cette méthode se fonde sur le principe du remplacement du revenu; l'Assemblée générale

peut, si elle le souhaite, envisager de l'appliquer au cas des trois intéressés. En appliquant la résolution 46/192 et compte tenu du niveau prévu de la rémunération au 1er janvier 1996 indiqué au paragraphe 6 du présent document, le montant de la rémunération considérée aux fins de la pension s'établirait à 164 900 dollars pour les deux présidents et à 153 100 dollars pour le vice-président. Selon les projections, en novembre 1995, la rémunération considérée aux fins de la pension s'établirait à 164 284 dollars pour un secrétaire général adjoint et à 152 003 dollars pour un sous-secrétaire général.

17. Le Secrétaire général prend note des deux méthodes qui peuvent être utilisées pour établir le montant de la rémunération considérée aux fins de la pension des intéressés, et du fait que la seconde méthode peut à présent être utilisée en vertu de la décision prise par l'Assemblée générale depuis le dernier examen en date de la question. L'adoption de la seconde méthode mettrait fin à une situation anormale et permettrait de faire concorder, à l'avenir, les ajustements de la rémunération considérée aux fins de la pension concernant ces trois personnes avec ceux qui visent les fonctionnaires hors cadre, nommés ou élus. Ces considérations amènent le Secrétaire général à recommander que la méthode indiquée dans la résolution 46/192 soit désormais appliquée à la détermination de la rémunération considérée aux fins de la pension des trois intéressés. Ainsi, leur rémunération considérée aux fins de la pension serait ajustée en même temps et selon le même pourcentage que leur traitement.

IV. INCIDENCES FINANCIÈRES

18. Si l'Assemblée générale approuvait les propositions faites plus haut, aux paragraphes 6 et 16, il en résulterait pour l'exercice biennal 1996-1997 un surcroît de dépenses estimé à 56 000 dollars par an (soit 112 000 dollars pour l'exercice). En conséquence, il faudrait ouvrir, dans le cadre du budget-programme de 1996-1997, des crédits supplémentaires de 37 400 dollars et 74 600 dollars au chapitre premier et au chapitre 27, respectivement. En ce qui concerne le crédit supplémentaire de 74 600 dollars à ouvrir au chapitre 27, ce montant serait compensé par un accroissement de 53 400 dollars des recettes à porter au chapitre 2, correspondant au remboursement, effectué par les autres organismes des Nations Unies, au titre de leur part du coût de la CFPI.

V. PROCHAIN EXAMEN D'ENSEMBLE

19. Conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale au paragraphe 2 de sa résolution 35/221 au sujet de l'examen périodique de la rémunération et des autres conditions d'emploi du Président du CCQAB et des Président et Vice-Président de la CFPI, le prochain examen d'ensemble par l'Assemblée aura lieu lors de la cinquante-cinquième session, en 2000.

Notes

¹ Les informations de base concernant la rémunération des trois intéressés pour la période 1948-1990 sont contenues dans le rapport présenté par le Secrétaire général à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale (document S/C.5/45/21, par. 3 à 15). On se reportera aussi aux résolutions de l'Assemblée générale 35/221 du 17 décembre 1980 et 40/256 du 18 décembre 1985.

² Voir la résolution de l'Assemblée générale 45/249 du 21 décembre 1990 et le quatorzième rapport du CCQAB sur le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991, A/45/7/Add.13.

³ Voir aussi le document A/C.5/35/53, par. 11.

⁴ Ibid., par. 11 b).

⁵ Voir le document A/C.5/45/21, par. 16 à 28.

⁶ Cette indemnité n'était pas payable aux personnes qui étaient titulaires des postes visés à cette date et n'est applicable à leurs successeurs que si ces derniers ne résidaient pas au lieu d'affectation lors de leur nomination. Ibid., par. 42, 43 et 45 et rapport correspondant du CCQAB (A/45/7/Add.13), par. 3.

⁷ L'indemnité correspond à un montant forfaitaire égal à un mois de la rémunération annuelle de l'intéressé par année de service, sous réserve d'un minimum de trois mois et d'un maximum de neuf mois. Voir A/C.5/45/21, par. 44 et 45 et rapport du CCQAB sur cette question (A/45/7/Add.13, par. 3).

⁸ A/C.5/45/21, par. 46 à 48, et rapport du CCQAB sur le même sujet (A/45/7/Add.13), par. 4.

⁹ A/C.5/45/21, par. 29 à 31.

¹⁰ En janvier 1983, elles s'élevaient à 132 858 dollars et à 117 891 dollars, respectivement.

¹¹ Document A/9891, par. 18 et 37.

¹² Document A/C.5/38/27, par. 41.

¹³ Rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 1991 (Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 30) (A/46/30), vol. I, par. 64 à 66.

ANNEXE I

Évolution comparée des rémunérations annuelles nettes du Président du CCQAB, du Président et du Vice-Président de la CFPI et de celles des hauts fonctionnaires du Secrétariat à New York

(En dollars des États-Unis)

	Président du CCQAB et Président de la CFPI ^a	Vice- Président de la CFPI	Sous-Secrétaire général		Secrétaire général adjoint	
			Avec charges de famille ^c	Sans charges de famille ^c	Avec charges de famille ^d	Sans charges de famille ^d
Janvier 1983	80 978	75 978	73 530	67 252	80 878	73 790
Janvier 1986	87 056	82 056	83 202	75 972	91 419	82 966
Janvier 1990	106 418	101 418	92 970	84 884	102 061	92 562
Janvier 1991	120 875	112 875	106 850	96 752	117 228	105 145
Janvier 1992	120 875	112 875	111 058	100 690	121 814	109 758
Janvier 1993	128 776	120 776	116 050	105 233	127 257	114 673
Janvier 1994	128 776	120 776	118 110	107 094	129 504	116 808
Janvier 1995	128 776	120 776	121 263	110 000	132 942	119 880
Janvier 1996 (projections)	136 023 ^b	128 023 ^b	123 688 ^e	112 200 ^e	135 601 ^e	122 278 ^e
Pourcentage d'augmentation	68,0	68,5	68,2	66,8	67,7	65,7

^a Y compris une indemnité spéciale de 5 000 dollars jusqu'au 1er janvier 1991 et de 8 000 dollars ensuite.

^b Les projections reposent sur l'hypothèse d'un ajustement intermédiaire de 6 % à apporter à la rémunération nette annuelle et du maintien des dispositions actuelles en ce qui concerne les autres conditions d'emploi.

^c Comprend une indemnité de représentation de 3 000 dollars par an.

^d Comprend une indemnité de représentation de 4 000 dollars par an.

^e Les projections sont établies sur l'hypothèse d'un ajustement de 2 % avec effet au 1er novembre 1995.
